

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/74

3 mars 1998

(98-0815)

---

Comité du commerce et de l'environnement

## CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### Note du Secrétariat

1. La troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992 s'est tenue à Kyoto (Japon) du 1er au 10 décembre 1997. Le Protocole de Kyoto, texte incorporant des engagements juridiquement contraignants pour la mise en oeuvre de la Convention, a été adopté par le consensus lors de la Conférence des Parties., on trouvera ci-dessous un résumé des dispositions-clés du Protocole établi par le Secrétariat de la Convention.

2. Au nombre des prochaines réunions de la Convention figure une réunion de ses organes subsidiaires, qui doit se tenir du 2 au 12 juin 1998 à Bonn (Allemagne). Les organes subsidiaires prépareront la prochaine Conférence des Parties, dont la tenue est prévue pour la période allant du 2 au 13 novembre 1998 à Buenos Aires (Argentine).

---

3. **Le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques renforce la réaction internationale aux changements climatiques.** Adopté par consensus à la troisième session de la Conférence des Parties en décembre 1997, le Protocole contient de nouveaux objectifs en matière d'émissions que les pays (développés) visés à l'annexe I doivent atteindre pour la période postérieure à l'an 2000. En stoppant et en infléchissant la tendance à la hausse des émissions de gaz à effet de serre qui a vu le jour dans ces pays il y a 50 ans, le Protocole comporte l'engagement de rapprocher la communauté internationale de l'objectif ultime de la Convention, qui est d'empêcher toute "perturbation anthropique [résultant d'activités humaines] dangereuse du système climatique".

4. **Les pays développés s'engagent à réduire d'au moins 5 pour cent leurs émissions collectives de six gaz à effet de serre fondamentaux.** Cet objectif de groupe sera atteint moyennant des réductions de 8 pour cent pour la Suisse, pour la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que pour l'Union européenne (l'UE atteindra son objectif en attribuant différents taux à ses Etats membres); de 7 pour cent pour les Etats-Unis; et de 6 pour cent pour le Canada, la Hongrie, le Japon et la Pologne. La Russie, la Nouvelle-Zélande et l'Ukraine vont stabiliser leurs émissions, tandis que la Norvège pourra accroître ses émissions de 1 pour cent au plus, l'Australie de 8 pour cent et l'Islande de 10 pour cent. Les six gaz devront être combinés dans un "panier", où les réductions des différents gaz seront exprimées en "équivalent - dioxyde de carbone", qui seront ensuite additionnées pour dégager un chiffre unique.

5. **L'objectif en matière d'émissions de chacun des pays devra être atteint pour la période allant de 2008 à 2012.** Il représentera la moyenne des cinq années. Des "progrès vérifiables" devront être accomplis pour 2005. Les réductions des émissions des trois gaz les plus importants - dioxyde de

carbone (CO<sub>2</sub>), méthane (CH<sub>4</sub>) et oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O) - seront mesurées sur la base de l'année de référence 1990 (sauf pour certains pays dont l'économie est en transition). Les réductions de trois gaz industriels persistants - hydrofluorocarbones (HFC), hydrocarbures perfluorés (PFC) et hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>) - pourront être mesurées soit sur la base de l'année 1990, soit sur celle de l'année 1995.

6. **Comme les niveaux d'émissions augmenteraient en l'absence d'un Protocole, les réductions réelles des émissions seront de beaucoup supérieures à 5 pour cent.** Par rapport à l'an 2000, les réductions totales seront de 10 pour cent environ. La raison en est que de nombreux pays industrialisés n'ont pas réussi à atteindre leur précédent objectif non contraignant, qui était de ramener leurs niveaux d'émissions, pour l'an 2000, aux niveaux de 1990, si bien qu'en fait, leurs émissions n'ont cessé d'augmenter depuis 1990. Par rapport aux niveaux des émissions que l'on escompterait pour 2010 en l'absence de mesures réglementant les émissions, l'objectif visé par le Protocole représente une réduction de 30 pour cent.

7. **Les pays se verront accorder une certaine latitude dans la manière d'exécuter et de mesurer leurs réductions d'émissions.** En particulier, un régime international d'"échange de droits d'émissions" sera établi, en vertu duquel les pays industrialisés seront habilités à se vendre et à s'acheter réciproquement des droits d'émissions. Ils pourront également acquérir des "unités de réduction des émissions" en finançant certains projets dans d'autres pays développés. En outre, un mécanisme pour un développement "propre" permettra aux pays industrialisés de financer des projets de réduction des émissions dans des pays en développement et de recevoir des fonds à cette fin. Les lignes directrices pour le fonctionnement de ces différents plans doivent encore faire l'objet d'une élaboration approfondie.

8. **Les pays s'emploieront à réduire leurs émissions dans une grande diversité de secteurs économiques.** Le Protocole encourage les gouvernements à coopérer entre eux et à améliorer leur efficacité énergétique, à introduire des réformes dans les secteurs de l'énergie et des transports, à promouvoir des sources d'énergie renouvelables, à supprimer progressivement les mesures fiscales inappropriées et les imperfections du marché, à limiter les émissions de méthane dans la gestion des déchets et les systèmes d'énergie, et à protéger les forêts et autres "puits" de carbone. L'évaluation des changements des émissions nettes des forêts (calculée en déduisant des émissions les quantités absorbées de CO<sub>2</sub>) suppose une méthodologie complexe, qui reste à préciser.

9. **Le Protocole permettra à tous les pays de progresser dans l'exécution des engagements existants.** Au titre de la Convention, tant les pays développés que les pays en développement conviennent de prendre des mesures visant à limiter leurs émissions et à promouvoir l'adaptation aux effets ultérieurs des changements climatiques; de communiquer des informations sur leurs programmes et inventaires nationaux relatifs aux changements climatiques; de promouvoir le transfert de technologies; de coopérer aux travaux de recherche scientifique et technique; et de faciliter la sensibilisation du public, l'éducation et la formation. Le Protocole rappelle également la nécessité de fournir des ressources financières "nouvelles et additionnelles" afin de couvrir la "totalité des coûts convenus" encourus par les pays en développement pour exécuter ces engagements.

10. **Le nouvel accord sera examiné périodiquement.** Les Parties prendront les "mesures voulues" sur la base des données scientifiques, techniques, sociales et économiques les plus sûres. Le premier examen aura lieu à la deuxième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole. Les pourparlers relatifs aux engagements pour la période consécutive à 2012 doivent s'ouvrir en 2005.

11. **La Conférence des Parties à la Convention agira également comme réunion des Parties au Protocole.** Cette structure est censée réduire les coûts et faciliter la gestion du processus intergouvernemental. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole pourront participer, en qualité d'observateurs, aux réunions qui se tiendront au titre du Protocole.

12. **Le Protocole a été ouvert à la signature pendant une année commençant le 16 mars 1998.** Il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de ratification par 55 Parties à la Convention au minimum, parmi lesquelles les pays développés dont les émissions totales de dioxyde de carbone représentaient en 1990 au moins 55 pour cent du volume total des émissions de dioxyde de carbone de ce groupe. Dans l'intervalle, les gouvernements continueront d'exécuter leurs engagements au titre de la Convention sur les changements climatiques. Ils mèneront également à bien des travaux sur des questions d'ordre pratique liées au Protocole et à sa mise en oeuvre ultérieure dans le cadre des réunions ordinaires de la Conférence des Parties et des organes subsidiaires.

---